

LE MONDE VA MAL, CHANGEONS-LE !

«*Tant qu'un homme pourra mourir de faim
à la porte d'un palais où tout regorge,
il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines.*».
Eugène Varlin.

Dans son rapport annuel, comme en 2020, le *Secours catholique* dresse un tableau catastrophique de l'état de pauvreté en France:

- le niveau de vie médian de 38.800 ménages suivis par le *Secours catholique* ne dépasse pas 537 euros par mois;
- la part des impayés, pour 42% liés au logement, concerne désormais la moitié des familles accueillies et atteint 777 euros, soit 18 euros de plus qu'en 2019;
- un tiers des ménages vit dans un logement instable ou n'a pas de logement fixe...

La crise a dégradé la situation des 777.000 personnes rencontrées l'an dernier par les bénévoles de l'association. 30% d'entre elles ont subi des pertes de revenus, 60 % ont vu leurs dépenses augmenter - surtout la nourriture, 46% font face à des impayés, notamment de loyer avec une dette en hausse (777 euros en moyenne en 2020, contre 756 euros en 2019), près du tiers d'entre elles n'ont pas de logement stable, soit dix points de plus qu'en 2010.

L'épidémie a été un véritable révélateur des fragilités sociales:

- 3 ménages sur 10 ayant reçu en 2020 des paniers-repas ont subi une perte de revenus principalement liée à l'emploi;
- 6 sur 10 ont vu leurs dépenses augmenter du fait de la fermeture des cantines scolaires lors du premier confinement;
- 9 ménages sur 10 se considèrent en situation d'insécurité grave au motif qu'ils ne mangent pas pendant une journée entière ou davantage, de manière régulière. L'alimentation est devenue une variable d'ajustement de ces budgets serrés.

Les demandes d'aide alimentaire ont bondi de 25% en 2020 et augmentent encore de 12% en 2021 pour plus de 12% des bénéficiaires.

Trois fois plus de chèques-services, 5 millions d'euros ont été distribués à 67.000 ménages, dont plus de la moitié en recevait pour la première fois.

L'association appelle à des mesures comme la revalorisation des minima sociaux, notamment le RSA qu'elle souhaite voir porté à 900 euros et étendu aux jeunes de moins de 25 ans, et la régularisation des personnes sans papiers présentes depuis longtemps sur le territoire.

Et les prélevements automatiques dans tout ça?

Onze dépenses contraintes et incompressibles vident les comptes courants à chaque début de mois: crédit loyer ou immobilier, électricité, essence, mutuelle, assurances, forfaits téléphoniques, abonnements à Internet, parfois crédits à la consommation... Celles liées au logement (en forte hausse) arrivent en tête devant les transports, la santé, la téléphonie et les services financiers.

L'institut *CSA Research*, pour le comparateur en ligne *Les-furets.com*, affirme que les dépenses contraintes représentent un tiers des revenus nets en moyenne, mais jusqu'à deux tiers de leur budget pour les foyers aux faibles revenus... Au 10 du mois, bien des familles se trouvent sans aucune marge de manœuvre.

Une grosse majorité (91%) souhaite «*une baisse des taxes*» sur les dépenses inévitables. Une majorité (88%) demande un gel des prix et 75% souhaitent une aide financière gouvernementale importante.

Pendant ce temps, les riches...

Les plus riches... s'enrichissent encore plus; l'État complice durcit le régime d'allocation chômage et réduit encore la protection des sans-emploi.

Dans un communiqué, l'*Observatoire des multinationales* indique que les entreprises du CAC 40 qui bénéficient d'aides publiques et dont 80% ont bénéficié du chômage partiel, ont versé 51 milliards à leurs actionnaires (+ 22%), soit l'équivalent de 140% de leurs profits en 2020, c'est-à-dire qu'elles piochent dans leur trésorerie sans aucune opposition de l'État. Elles veulent supprimer 62.486 emplois dans le monde, 29.681 en France et verser 815.000 euros par emploi supprimé, aux actionnaires. Les entreprises sous perfusion d'argent public sont celles qui suppriment le plus d'emplois tout en étant les plus présentes dans les paradis fiscaux.

Des raisons d'espérer

Malgré ce sinistre état des lieux y a-t-il une lueur d'espoir pour les exploités? Sûrement pas dans la déclaration de Macron nous présentant ses «vœux» pour 2022. On peut aisément voir que ce début d'année est placé sous le double signe de la pandémie et des élections présidentielles.

Rien de réjouissant. Rien à espérer? Nous pensons que si: les multiples conflits sectoriels qui éclatent ici et là (que les «grands» médias occultent ou dont ils ne parlent qu'avec parcimonie) nous démontrent continuellement que les travailleurs n'acceptent pas leur situation d'exploités et de chair à patrons. Dans différentes branches, cette classe ouvrière qui a soi-disant disparu, n'en finit pas de relever la tête, de se battre, et de démontrer que très souvent la lutte paie.

Patrons voyous, l'exemple de Renault

Le lundi 6 décembre le constructeur automobile Renault a été condamné pour «*travail dissimulé*» à 100.000 euros de dommages et intérêts en raison d'heures supplémentaires non comptabilisées sur deux de ses sites dans l'Eure et les Yvelines. Le syndicat SUD Renault avait assigné le groupe devant la justice en 2020 pour dénoncer un recours «*au système d'écrétage des heures de travail de ses salariés*». Renault remettait à zéro le compteur des heures supplémentaires de ses employés à chaque fin d'année sans les rémunérer. Entre 2015 et 2019, ce sont plus de 120.000 heures supplémentaires qui n'ont pas été comptabilisées par l'entreprise, selon un communiqué de SUD Renault.

Dans l'Éducation nationale, la grève des AED, assistants d'éducation, a été importante. Elle a eu des effets positifs sur les AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap). Ce sont des personnels précaires, il y a des velléités de mobilisation, en lien avec les questions de salaires.

Le secteur de la Santé est toujours en ébullition avec plusieurs journées de mobilisation et de grève comme la manifestation francilienne du 7 décembre devant le ministère de la Solidarité et de la Santé qui a rassemblé 8.000 personnes selon les organisateurs. L'idée générale après la réussite de cette journée est de ne pas relâcher la pression, mais bien de l'amplifier pour arracher des succès revendicatifs.

Idem chez les cheminots qui s'opposent aux restructurations envisagées à la SNCF et qui eux aussi ont recours régulièrement à la grève.

Même chose dans le secteur hôtelier où de très nombreuses grèves victorieuses se sont déroulées depuis plus de deux ans pour lutter contre la sous-traitance. Pareil chez les salariés de différents *Monoprix*, où la sous-traitance est également remise en cause. Ce sont des luttes sectorielles mais importantes pour celles et ceux qui les mènent. Comme à la *SAM* où après des mois de mobilisation, le personnel a obtenu une prime exceptionnelle, et réfléchit à la forme que prendra la mobilisation pour obtenir de meilleures conditions de travail en augmentant le nombre d'embauches.

Même modestes, même limités à quelques secteurs professionnels, ces mouvements sociaux sont riches d'enseignements et de perspectives. Ils montrent que ce n'est pas la fin de l'histoire annoncée par les dominants, qu'un autre monde est possible, libertaire celui-là.

Ces grèves posent la question de l'unité et de l'autonomie ouvrière

La grève reste l'arme des travailleurs. Elle ne doit pas attendre les mots d'ordre des hiérarchies syndi-

cales mais être décidée à la base, loin des bureaucraties syndicales et des avant-gardes autoproclamées, ce qui est le cas dans le secteur hospitalier où la grève est votée dans chaque service et où l'on défile généralement par établissement, où porteurs de drapeaux syndicaux se mêlent aux porteurs de pancartes revendicatives individuelles non *siglées*.

À nous anarchistes d'appuyer et de faire vivre ces revendications là où nous sommes, dans nos organisations syndicales, dans les assemblées générales, dans nos associations de quartiers, partout où nous pouvons être présents.

Jean-Jacques CHATELUX et Ramón PINO.
